De la responsabilité sociale des entreprises à la conviction responsable : les politiques canadiennes de droits humains en Colombie et au Guatemala (2015-2019)

*From corporate social responsibility to responsible conviction: Canadian human
rights policies in Colombia and Guatemala (2015-2019)*

Marc-André Anzueto

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4170>

DOI : 10.4000/eccs.4170

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 205-231

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Marc-André Anzueto, « De la responsabilité sociale des entreprises à la conviction responsable : les
politiques canadiennes de droits humains en Colombie et au Guatemala (2015-2019) », *Études
canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 89 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 22 juin
2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4170> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.4170>

De la responsabilité sociale des entreprises à la conviction responsable : les politiques canadiennes de droits humains en Colombie et au Guatemala (2015-2019)

Marc-André ANZUETO, Université du Québec en Outaouais

La priorisation des intérêts miniers au sein de la politique étrangère du Canada durant l'ère Harper (2006-2015) a semé beaucoup de confusion au sujet des politiques canadiennes de droits humains en Amérique latine. Le gouvernement libéral de Justin Trudeau a-t-il pu opérer une réelle transformation des politiques canadiennes de promotion des droits humains dans cette région ? Cet article propose une étude comparative des politiques canadiennes de droits humains au Guatemala et en Colombie afin de faire ressortir le caractère contradictoire des politiques « altruistes » menées dans les États au sein desquels le Canada a des intérêts dans le secteur extractif.

The prioritization of Canadian mining interests in Canada's foreign policy has generated much confusion about Canadian human rights policies in Latin America during the Harper era. Has the Liberal government of Justin Trudeau been able to make a real transformation of Canada's promotion of human rights policies in this region? This article provides a comparative study of Canada's promotion of human rights in Guatemala and Colombia in order to highlight the contradictory nature of those "altruistic" policies towards States in which Canada has interests in the extractive sector.

Depuis 2015, l'un des messages clés du Premier ministre Justin Trudeau consiste à rappeler que « le Canada est de retour » dans le monde (NIMIJEAN 2018). En effet, l'ère Harper (2006-2015) a substantiellement altéré la trame narrative associée à la tradition internationaliste libérale¹ en politique étrangère du Canada (PEC) (DORION-SOULIÉ 2014 ; PARIS 2014), notamment en matière de promotion des droits humains sur l'échiquier mondial (PETRASEK et TIESSEN 2016). Toutefois, les premiers bilans des années Trudeau font ressortir le décalage entre la rhétorique et l'action sur le terrain, ce qui soulève la question « Où donc le Canada est-il de retour dans le monde ? » (COULON 2018a ; 2018b).

Tout comme les conservateurs, le gouvernement libéral entretient des relations étroites avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Parmi les priorités du Canada dans la région, le gouvernement cherche, entre autres, à : « favoriser une croissance économique inclusive et un développement durable, contribuer à l'éradication de la pauvreté, promouvoir et défendre les droits de la personne »². Or, la priorisation des intérêts de l'industrie minière canadienne au cours de la dernière décennie a semé beaucoup de confusion au sujet des orientations de

¹ Nous utiliserons de façon indifférenciée l'expression internationalisme canadien ou libéral.

² Alors que le gouvernement canadien emploie « droits de la personne » (GOUVERNEMENT DU CANADA 2020), nous utiliserons l'expression droits humains pour ce texte.

l'aide canadienne au développement (BROWN, den HEYER et BLACK 2016) et de son impact sur le respect des droits humains en Amérique latine (ROCHLIN 2015 ; STUDNICKI-GIZBERT 2016) et en Afrique (BLACK 2015 ; FALL et DIMÉ 2015).

En effet, depuis 2009, les gouvernements canadiens font surtout la promotion de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui comprend « les activités volontaires, au-delà des obligations légales minimales, menées de front par les entreprises d'une manière durable aux points de vue économique, social et environnemental » (AMC 2019a) et ce malgré les nombreuses critiques quant à son efficacité à protéger les droits humains (COUMANS 2017). Or, considérant le fait qu'en 2018, les sociétés minières canadiennes sont responsables à elles seules de 70% des activités d'extraction étrangère en Amérique latine (MCKENNA 2018, 26), la RSE représente un cas d'étude pertinent pour dresser un bilan et un examen de la période du premier gouvernement Trudeau (2015-2019) quant aux enjeux de droits humains. Le gouvernement libéral de Justin Trudeau a-t-il pu opérer une réelle transformation des politiques canadiennes de promotion des droits humains dans cette région du monde ?

Bien que les discours de Justin Trudeau et de son gouvernement sur la PEC évoquent la compassion propre à la dimension « humaine » de l'internationalisme (GECHELOVSKY 2019, 14), cet article soutient la thèse de la poursuite de l'internationalisme réaliste (CHAPNICK 2016) favorisant les intérêts nationaux autour du continuum sécurité, justice et développement en Amérique latine. Afin d'illustrer ce sentiment de « déjà-vu » en Amérique latine (ANZUETO 2014, 54), la présente étude comparative des politiques canadiennes de droits humains au Guatemala et en Colombie fera ressortir le caractère contradictoire des politiques « altruistes » menées dans les États au sein desquels le Canada a des intérêts dans le secteur extractif.

Pour ce faire, nous mettrons l'accent sur l'appui des gouvernements canadiens au travail de l'organisation non gouvernementale (ONG) Avocats sans frontières Canada (ASFC)³ dans ces deux pays afin d'analyser certains éléments de rupture et de continuité dans les politiques de droits humains du gouvernement Trudeau entre 2015 et 2019. Considérant les nombreuses coupures dans le financement des ONG de défense des droits humains au profit de partenariats avec des minières durant l'ère Harper (BROWN, BLACK et den HEYER 2016 ; PETRASEK et TIESSEN 2016), le cas d'ASFC apparaît unique pour deux raisons

³ Une première mention de l'appui du Canada au travail d'ASFC a été réalisée dans le cadre d'une étude sur le continuum sécurité et développement de la PEC en Haïti suite au séisme de 2010 (BARANYI 2014, 168).

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

principales. D'abord, il s'agit de la principale ONG travaillant activement dans la défense et la promotion des droits humains en Colombie et au Guatemala ayant reçu du financement de la part des gouvernements Harper et Trudeau. De plus, ASFC est présente, comme nous le verrons, dans ces deux pays en situation de post-conflit où le Canada a d'importants intérêts économiques.

C'est ainsi qu'en premier lieu, nous mettrons en avant certaines problématiques communes des cas guatémaltèque et colombien afin de comprendre l'action canadienne avant et durant le premier mandat du gouvernement Trudeau sous le prisme d'un internationalisme à deux vitesses (NOËL, THÉRIEN et DALLAIRE 2008). En second lieu, nous nous pencherons sur l'altruisme intéressé du Canada au sein du continuum sécurité, développement et justice dans les deux pays pour mieux cerner l'appui du gouvernement canadien à des initiatives de justice transitionnelle. Enfin, nous concluons en analysant la tension inhérente aux chevauchements des objectifs moraux, économiques et sécuritaires du Canada qui s'expriment par l'appui à la consolidation de l'État de droit⁴, au litige stratégique de droits humains (LSDH) et à la promotion de la RSE dans le monde. Ainsi, la présente étude est de nature documentaire et s'appuie sur diverses sources gouvernementales, en particulier des documents émis par Affaires mondiales Canada (AMC).

Regards croisés en situation post-conflit : les cas de la Colombie et du Guatemala

Après plus d'un demi-siècle d'affrontement, un Accord de paix historique a été signé le 26 septembre 2016 entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement de la Colombie⁵. Toutefois, un plébiscite sur l'Accord de paix Colombie se solde le 2 octobre 2016 par la victoire de l'option « non » avec 50,2% des voix. Au lendemain de ce plébiscite, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, Stéphane Dion, confirme « [...] que le Canada continuera d'offrir un soutien indéfectible à la Colombie, qui s'efforce de bâtir une société inclusive axée sur un climat de paix, et sur un développement et une prospérité durable (sic) » (AMC 2016d). Une semaine plus tard, un communiqué de presse d'AMC annonce une tournée du

⁴ En référence à la notion de *rule of law* vis-à-vis des pays fragiles ou touchés par des conflits, le gouvernement canadien utilise aussi l'expression « primauté du droit » qui prévaut au Canada en raison de la terminologie employée dans la Constitution canadienne.

⁵ Après la victoire de l'option « non » lors du plébiscite en octobre 2016, la « nouvelle version » de l'accord final a été signée à La Havane le 12 novembre.

MARC-ANDRÉ ANZUETO

ministre au Mexique, au Guatemala et au Honduras durant laquelle M. Dion soutient que :

[à] l'approche du 20^e anniversaire des accords de paix du Guatemala, j'ai hâte de rencontrer les représentants du gouvernement guatémaltèque et de la société civile afin de dresser le bilan des progrès du Guatemala pour bâtir une société juste et pacifique, et de déterminer de quelle façon le Canada peut continuer de jouer un rôle de soutien. (AMC 2016e)

Ainsi, l'année 2016 a suscité espoirs et désenchantements au sein de deux pays ayant respectivement connu les plus longs et violents conflits armés internes en Amérique latine (ANZUETO 2017, 1). Du côté guatémaltèque, les 36 années de conflit armé interne (1960-1996) ont causé plus de 200 000 morts, 40 000 disparus et jusqu'à 1,5 millions de personnes déplacées à l'interne ou exilées (DROUIN 2017). Du côté colombien, le Centre national de mémoire historique colombien (CNMH) estime qu'entre 1958 et 2018, plus de 261 619 personnes ont péri dans le conflit armé, lequel inclut 4210 massacres, 80 514 personnes disparues et plus de 5,8 millions de personnes déplacées (OBSERVATORIO DE MEMORIA Y CONFLICTO 2018). Malgré leurs particularités et histoires distinctes, la Colombie et le Guatemala font face à plusieurs défis communs en période post-conflit, notamment un haut taux d'impunité, la criminalisation croissante des défenseurs de droits humains, en particulier ceux opposés aux projets extractifs, et la poursuite de processus de justice transitionnelle (ANZUETO 2017 ; AVILÉS et CELIS 2017).

Si l'expression de justice transitionnelle marque « une intention de réconcilier justice et paix » (LEFRANC 2009, 565), la perception du rôle du Canada vis-à-vis de ces deux pays demeure néanmoins ambiguë. En effet, malgré un soutien historique à des initiatives de paix et de justice transitionnelle, l'appui du Canada, à la fois des gouvernements libéraux et conservateurs, envers les activités des compagnies minières au XXI^e siècle a exacerbé la conflictualité dans ces deux pays (ROY-GRÉGOIRE et MONZON 2017 ; ROY-GRÉGOIRE 2019). Avant même l'établissement de relations diplomatiques avec la Colombie (1953) et le Guatemala (1961), des entreprises canadiennes étaient déjà très actives dans le secteur extractif de ces pays (TIJERINA 2012 ; STUDNICKI-GIZBERT 2016). Toutefois, depuis 2009, le gouvernement canadien cherche à démontrer que les investissements canadiens dans l'industrie extractive à l'étranger peuvent

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

être gagnants bénéfiques « à la fois pour l'économie canadienne et pour les pays en développement riches en ressources »⁶.

Or, en dépit des diverses stratégies canadiennes de promotion de la RSE, plus de 400 incidents de violence, incluant l'assassinat des opposants à divers projets miniers canadiens, ont été documentés dans 13 pays latino-américains entre 2000 et 2015 (IMAI, GARDNER et WEINBERGER 2017). À cet égard, le Guatemala comptait pour plus de 27,3% de morts, 50% des disparitions, 22% des blessures et 73,3% des violences sexuelles recensées sur l'ensemble des pays latino-américains (IMAI, GARDNER et WEINBERGER 2017, 12). Du côté colombien, plusieurs compagnies canadiennes ont également causé des atteintes aux droits humains depuis le boom du secteur minier et extractif (TURMEL 2019). Par exemple, les activités de la compagnie minière *Gran Colombia Gold* ont notamment provoqué le déplacement de communautés afro-colombiennes et autochtones, en plus d'affecter les mineurs artisanaux (ROCHLIN 2015). Malgré cela, la promotion des droits humains et de la RSE demeure bien ancrée dans les différentes variantes de l'internationalisme canadien. Cette tradition diplomatique s'articule avec le lexique et les concepts issus d'un paradigme dominant en diplomatie et au sein de la discipline des Relations internationales : le réalisme.

Internationalisme canadien : humain ou réaliste ?

L'influence du réalisme est encore tangible dans les sous-disciplines des Relations internationales, telles que l'analyse de la politique étrangère et les études de sécurité, particulièrement à travers l'utilisation récurrente de concepts issus de son lexique, et notamment la puissance, la sécurité et l'intérêt national de l'État. Au-delà des différences parmi les figures associées à l'approche réaliste, tels que Hans J. Morgenthau, E.H. Carr, Kenneth Waltz et Raymond Aron, ces auteurs mettent l'accent sur l'égoïsme des acteurs et l'importance de l'État en politique internationale. Ces axiomes « réalistes » deviennent centraux pour comprendre l'évolution de l'action du Canada vis-à-vis certaines régions du monde. À cet égard, nous estimons que l'analyse aronienne des relations

⁶ Le Canada a dévoilé en 2009 sa première stratégie canadienne en matière de RSE, *Renforcer l'avantage canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives Canadiennes présentes à l'étranger*. En 2014, le gouvernement a lancé la Stratégie améliorée du Canada relative à la responsabilité sociale des entreprises, visant à renforcer les industries extractives du Canada à l'étranger (AMC 2019a).

internationales et sa nuance « réaliste libérale » (JEANGÈNE VILMER 2013) est appropriée pour évoquer la tradition internationaliste du Canada⁷.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'internationalisme libéral est une philosophie de la politique extérieure du Canada « fondée sur une participation active au multilatéralisme, aux négociations de désarmement, aux opérations de paix et au renforcement du droit international » (COULON 2018b, 55). De manière générale, l'internationalisme se caractérise par un engagement constructif du Canada à l'égard des peuples, des organisations et des États dans la recherche de solutions communes face aux défis et problèmes globaux (COPELAND 2013). Comme le rappelle David R. Black (2016, 17), la notion de *humane internationalism* issue des travaux de Cranford Pratt (1990) a substantiellement influencé la posture normative du Canada dans le champ de l'aide au développement, notamment du fait de la mobilisation des acteurs socio-humanitaires liés à l'Église ou issus des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. Cette notion a été traduite en français par internationalisme « humanitaire », « de compassion » ou « bienveillant » (AUDET, ROUSSEL et DESROSIERS 2008 ; NOËL, THÉRIEN et DALLAIRE 2008 ; THÉRIEN 2001 ; MASSIE 2013). L'idée derrière le caractère normatif de cette position cosmopolite est l'acceptation d'une responsabilité de l'État « dépassant les frontières nationales et allant au-delà de l'intérêt national afin de vaincre les inégalités socioéconomiques entre les pays du Nord et ceux du Sud » (PRATT 1990, 8). Aussi, considérant l'élasticité du champ des droits humains, et son interdépendance avec les enjeux de sécurité et de développement, nous préférons utiliser le qualificatif « humain » lié à la tradition internationaliste du Canada.

Or, cette facette altruiste de l'internationalisme canadien se heurte à sa dimension réaliste, cherchant à promouvoir et protéger les intérêts nationaux, indépendamment du fait que le comportement de l'État canadien soit conforme avec certaines normes et priorités « humaines » (CHAPNICK 2016, 37-38). Dès 1968, lors de son premier discours sur la politique étrangère canadienne, le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau souligne que le réalisme doit être « the operative word in our definition of international aim » et ajoute que l'approche du Canada « will be pragmatic and realistic – above all, to see that our policies in the future accord with our national needs and resources, with our ability to discharge Canada's responsibilities in world affairs » (MCKERCHER 2018,

⁷ En effet, pour un réaliste libéral, la morale peut avoir sa place. Un réaliste libéral s'appuie toujours sur les axiomes du réalisme, notamment l'égoïsme des acteurs et le stato-centrisme, mais il défend en même temps des valeurs, comme la priorité des droits de l'homme les plus fondamentaux (le droit de ne pas se faire massacrer) sur la souveraineté, ce qui l'incite à soutenir certaines interventions lorsqu'il n'est pas imprudent de le faire (JEANGÈNE VILMER 2013, 19).

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

131). De l'époque de Pierre Elliott Trudeau à celle de Stephen Harper, cette tension entre les principes éthiques de cette tradition internationaliste et les intérêts nationaux du Canada, exprimés en termes de prospérité et de sécurité, est bien documentée dans les politiques canadiennes à l'égard de l'Amérique latine (ANZUETO 2014 ; DESLONGCHAMPS 2019 ; TURMEL 2019)⁸.

Aussi, considérant l'influence des intérêts miniers canadiens dans la région, nous croyons que l'internationalisme « réaliste » permet de mieux expliquer les politiques canadiennes de droits humains menées auprès de la Colombie et du Guatemala. En effet, cet internationalisme favorise un processus décisionnel « au cas par cas » qui adapte le discours internationaliste à la nature changeante des intérêts canadiens dans la région (ANZUETO 2014, 51). Il s'arrime avec l'engagement du Canada envers la RSE, car les différents gouvernements canadiens ont compris que « le comportement responsable des entreprises accroît leurs chances de succès et peut également apporter des avantages économiques de nature générale aux pays dans lesquels elles sont actives, ainsi que pour le Canada » (RESSOURCES NATURELLES CANADA 2018).

Si l'intérêt national du Canada dans la région est façonné par le rôle des principaux acteurs non étatiques, entre autres les entreprises minières et les ONG, l'analyse des sources gouvernementales favorise la compréhension de cette conjugaison d'intérêts matériels, exprimés en termes sécuritaires et économiques, de même que de la projection de certaines valeurs en matière de droits humains. La prochaine section vise ainsi à illustrer cet internationalisme réaliste à travers l'articulation du langage des droits humains avec le continuum des objectifs de sécurité et développement du Canada dans la région.

Un altruisme intéressé ? Le continuum sécurité, justice et développement en Colombie et au Guatemala

L'articulation de la sécurité, du développement des droits humains comme priorités au sein de la PEC a clairement été établie en 2005 avec le Groupe

⁸ Néanmoins, Deslongschamps (2019, 78-81) souligne avec raison que l'action du gouvernement Harper en matière de promotion de la démocratie présentait des différences importantes avec la tradition internationaliste libérale. Le suivisme canadien vis-à-vis Washington, une vision manichéenne à l'égard des régimes politiques de gauche et un multilatéralisme limité sont notamment évoqués dans la relation canadienne à l'égard de la Colombie et le Honduras suite au coup d'État de 2009.

MARC-ANDRÉ ANZUETO

de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR) ainsi que le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM)⁹. En effet, le mandat du GTSR est de

[...] promouvoir les priorités du Canada en matière de politique étrangère, de trouver des solutions aux enjeux en matière de sécurité internationale et de promouvoir les valeurs du Canada en matière de liberté, de démocratie, de droits de la personne et de primauté du droit dans des pays fragiles ou touchés par des conflits. (AMC 2016).

Parmi les pays visés par les programmes du GTSR et du FPSM, soulignons la Colombie qui est considérée depuis 2005 « comme un pays prioritaire à perpétuité » (AMC 2016c). Contrairement à la relation bilatérale entre le Canada et du Guatemala qui est davantage du type « aidant-aidé », celle avec la Colombie correspond plutôt à un partenariat stratégique. En effet, la collaboration avec le Guatemala vise surtout à renforcer « la résilience » aux changements climatiques, l'alimentation, les possibilités économiques, la démocratie et la gouvernance (AMBASSADE DU CANADA AU GUATEMALA 2020) alors que le Canada adopte une approche pangouvernementale pour ses relations bilatérales avec la Colombie sur les enjeux politiques, commerciaux, de développement, de paix et de sécurité. Ainsi, une évaluation du FPSM mentionne que l'un des objectifs visés en Colombie est de « créer des environnements plus sûrs et propices à la stabilisation, au rétablissement et à la reconstruction à long terme » (AMC 2011). La dimension « réaliste » de l'internationalisme canadien est davantage manifeste en Colombie, compte tenu des impératifs économiques, illustré par la signature en juin 2008 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie (ALECCO) et ce, en dépit de la situation des droits humains (TURMEL 2019). De surcroît, le site de l'Ambassade du Canada en Colombie précise que lors de sa visite officielle en octobre 2017, le président colombien Juan Manuel Santos a reconnu le Canada en tant que « premier investisseur étranger en Colombie en 2016 » (AMBASSADE DU CANADA EN COLOMBIE 2020).

⁹ Le FPSM était géré par le GTSR qui mettait en place une programmation qui assurait « une intervention pangouvernementale rapide et efficace en cas de crise et de catastrophe d'origine naturelle ou humaine » (AMC 2016c).

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

Afin de faciliter la compréhension de l'action canadienne au Guatemala et en Colombie depuis le début du XXI^e siècle, le tableau suivant met en avant certains éléments du continuum des politiques canadiennes en matière de sécurité, justice et développement, sur lesquels nous reviendrons dans les prochaines pages.

Tableau 1 – Continuum des politiques canadiennes en matière de sécurité, justice et développement au Guatemala et en Colombie entre 2003 et 2020

Gouvernements canadiens	Contexte au Guatemala	Contexte en Colombie	Politiques canadiennes
Gouvernement libéral de Paul Martin (2003-2006)	<p>Fin de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) en 2004.</p> <p>Début de la conflictualité avec des entreprises canadiennes dans le secteur minier (2003-2004).</p> <p>Dégradation de la situation des droits humains au pays, la société civile et les principaux pays donateurs proposent la création d'une Commission internationale (2004-2006).</p>	<p>Présidence d'Alvaro Uribe (2002-2010).</p> <p>Processus de démobilisation des paramilitaires lancé par le président Uribe, la <i>Loi justice et paix</i> est adoptée en 2005.</p> <p>Attaques contre les avocats en Colombie en aide aux victimes du conflit armé, en particulier les femmes, autochtones et afro-colombiens.</p> <p>Conflictualité liée aux entreprises minières canadiennes.</p>	<p>Création du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR) ainsi que le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM) en 2005.</p> <p>Début des activités d'ASFC en Colombie (2003-2005) et obtention d'un financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).</p> <p>La Colombie est considérée comme un pays prioritaire par le GTSR.</p>

MARC-ANDRÉ ANZUETO

Gouvernement conservateur de Stephen Harper (2006-2015)	<p>Signature, en 2006, d'un accord entre le Guatemala et l'ONU établissant la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG).</p> <p>Cas emblématiques de LSDH menées à l'égard d'anciens militaires guatémaltèques (2009-2013).</p> <p>Conflictualité liée aux entreprises minières canadiennes.</p>	<p>Signature en juin 2008 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie (ALECCO).</p> <p>Suite à l'élection du président Juan Manuel Santos en 2010, début d'un rapprochement avec les FARC et lancement des processus de négociation de paix.</p> <p>Conflictualité liée aux entreprises minières canadiennes.</p>	<p>En 2007, le gouvernement Harper lance la <i>Stratégie pour les Amériques</i>.</p> <p>Appui au travail d'ASFC dans trois États prioritaires pour le GTSR : Colombie, Haïti, Guatemala.</p> <p>Lancement de la première stratégie de RSE du gouvernement canadien en 2009 et de la stratégie améliorée en 2014.</p>
Gouvernement libéral de Justin Trudeau (2015-2020)	<p>Cas emblématique de LSDH (procès Sepur Zarco en 2016).</p> <p>Tensions entre le président Jimmy Morales (2015-2019) et la CICIG.</p> <p>Fin du mandat de la CICIG en 2019.</p> <p>Conflictualité liée aux entreprises minières canadiennes.</p>	<p>Signature de l'Accord de paix en 2016.</p> <p>Mise en œuvre du Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition (SIVJRNR).</p> <p>Élection du président Iván Duque en 2018 et opposition aux institutions de justice</p>	<p>Création du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) en 2016.</p> <p>Politique d'aide internationale féministe du Canada en 2017.</p> <p>Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne (2016 ; 2019).</p>

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTON
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

		transitionnelle liée au SIVJNR. Attaques contre les défenseurs droits humains dans les zones rurales. Conflictualité liée aux entreprises minières canadiennes.	Création du bureau de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises en 2018.
--	--	---	--

Considérant l'importance du secteur extractif dans ces deux pays ainsi que les enjeux relatifs aux droits humains, à l'impunité et à la sécurité régionale, le renforcement de « l'État de droit » semble être la courroie de transmission qui rallie les principes et les intérêts du Canada à l'égard de ces deux États. En effet, la consolidation de l'État de droit au Guatemala et en Colombie est susceptible de contribuer aux réparations des droits des victimes des conflits armés internes tout en établissant un environnement juridique plus stable pour les investissements dans le secteur extractif. Or, comme nous le verrons dans la prochaine section, l'appui du Canada aux activités d'ASFC relativement à la consolidation de l'État de droit vise principalement les victimes des conflits armés, alors que les violations actuelles sont principalement générées par l'industrie extractive. C'est ainsi que nous pouvons tester notre hypothèse : les activités d'ASFC, qui bénéficient du soutien financier du Canada, démontrent d'une part, la volonté du Canada de participer à la promotion du respect des droits humains, et d'autre part, son intérêt à consolider un environnement juridique stable pour ses intérêts économiques, sans toutefois s'attaquer de front aux violations actuelles. Ainsi, l'altruisme intéressé du gouvernement canadien permet de comprendre l'évolution des activités d'ASFC envers certains pays clés du continent latino-américain.

Avocats sans frontières Canada en Amérique latine : Colombie, Haïti et Guatemala

Les activités d'ASFC débutent en Colombie entre 2003 et 2005 dans le cadre du projet *Solidarité et défense des avocats de la défense*, visant à appuyer les avocats colombiens représentant les groupes en situation de vulnérabilité dans

le cadre du conflit armé en Colombie, notamment les communautés autochtones, les afro-colombiens et les femmes. En effet, dans le cadre de l'appui du Canada au processus de justice transitionnelle en Colombie, « le FPSM et le GTSR ont été parmi les premiers donateurs à offrir un soutien essentiel à la *Loi pour la justice et la paix (JPL)* et aux processus de défense des droits des victimes [...] particulièrement les groupes marginalisés » (AMC 2011). Ainsi, l'appui initial du gouvernement canadien au travail d'ASFC a convergé vers les « États fragiles » des Amériques, notamment en Haïti et en Colombie (BARANYI 2014 ; RANDALL et DOWDING 2008, 37). À cet égard, entre 2006 et 2010, Haïti et la Colombie ont été les principaux bénéficiaires du GTSR dans les Amériques, recevant respectivement 75 millions de dollars et 15 millions de dollars pour de la formation liée aux enjeux de la consolidation de la paix (MACE, THÉRIEN et GAGNÉ 2012, 617).

Après quelques années en Colombie et en Haïti, l'année 2009 marque un point tournant dans la collaboration entre ASFC et le gouvernement canadien, notamment avec l'ouverture d'un projet au Guatemala qui débute en 2010. En effet, ASFC reçoit plus de 2,75 millions de dollars par le gouvernement Harper entre 2011 et 2013 via le GTSR (CHAMBRE DES COMMUNES CANADA 2016b) afin de « renforcer l'accès des organisations de la société civile et des groupes vulnérables, notamment les victimes, à une représentation légale qualifiée pour le litige stratégique des droits humains » (ASFC 2012). En collaboration avec leurs partenaires représentant les victimes, ASFC appuie le litige stratégique des droits humains (LSDH) de cas emblématiques afin de :

[...] créer ou influencer la jurisprudence dans les pays en question [...] produire un impact social à travers le droit en mettant à l'épreuve des structures juridiques existantes, mais également à encourager des changements dans les comportements sociaux, institutionnels et culturels envers le respect des droits humains. (ASFC 2020a)

Ainsi, le LSDH, dans le contexte de la justice transitionnelle, contribue au renforcement de l'État de droit, un objectif qui s'inscrit dans le continuum sécurité, développement et justice de la PEC en Amérique latine. Or, ASFC a réussi à mener des cas emblématiques de LSDH au Guatemala en raison de l'impact du travail de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). En effet, la CICIG est le premier mécanisme onusien *sui generis* de justice transitionnelle responsable de lutter contre le crime organisé dans un pays en situation de post-conflit menant au renforcement de l'État de droit (ANZUETO 2012). De ce fait, la collaboration entre la CICIG et les autorités guatémaltèques a permis de développer, en 2009, le système

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

guatémaltèque de trois Tribunaux de Haut Risque (A, B, C). Ces derniers ont été créés :

afin de connaître des affaires présentant un risque majeur pour la sécurité personnelle des juges, magistrats, procureurs, témoins, et accusés, pour des crimes d'une extrême gravité, incluant : génocide, crimes contre les personnes et les biens protégés en vertu du droit international humanitaire, disparition forcée, torture, etc. (ASFC 2016, 17)

Qui plus est, le Canada a été l'un des quatre principaux donateurs de la CICIG : entre 2008 et 2017, le Canada a versé 18 millions de dollars à celle-ci (GOUVERNEMENT DU CANADA 2017). Ainsi, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a cité en 2017 l'exemple de la CICIG comme un appui au renforcement de l'État de droit qui met de l'avant ce lien entre justice, sécurité et prospérité économique, car « [l]e système juridique peut jouer un important rôle de soutien à la lutte contre la pauvreté » (AMC 2017a). C'est dans cette conjoncture que les projets de LSDH d'ASFC et de leurs partenaires au Guatemala ont pu obtenir des résultats spectaculaires entre 2010 et 2013, dont le procès historique de l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt accusé de génocide¹⁰.

Or, la fin inopinée de l'appui financier du gouvernement canadien à l'endroit d'ASFC durant le procès de génocide de 2013 a suscité beaucoup d'interrogations face à l'engagement du Canada envers les droits humains (WOOD, WARDEN and GOMEZ 2014). En effet, l'arrêt du financement d'ASFC en 2013 coïncide aussi avec l'un des épisodes les plus violents de la conflictualité minière au Guatemala, impliquant l'entreprise canadienne Tahoe Resources¹¹. En dépit des nombreuses critiques nationales et internationales à l'égard de l'impact minier du Canada au Guatemala, le gouvernement canadien a continué de soutenir l'entreprise via l'ambassade canadienne et la Chambre de Commerce du Canada au Guatemala (WEISBART 2014, 484). Étrangement, le gouvernement Harper n'a pas capitalisé sur l'appui aux initiatives historiques de LSDH pour redorer son image sur le plan des droits humains.

¹⁰ Le 10 mai 2013, un tribunal guatémaltèque a condamné Ríos Montt à 50 ans de prison pour crime de génocide et à 30 ans pour crimes de guerre, établissant ce faisant un précédent international puisqu'il s'agissait de la première fois que la justice interne condamnait son ancien chef d'État pour génocide. Cependant, cette condamnation a été invalidée le 21 mai 2013 par le Cour constitutionnelle en raison d'un prétendu vice de procédure.

¹¹ Pour une chronologie des incidents entourant Tahoe Resources au Guatemala, voir <https://www.resistescobal.com>

La décision de couper le financement d'ASFC fait ainsi ressortir au moins deux constats relatifs aux enjeux des droits humains au sein de la PEC. D'une part, elle démontre que l'État n'est pas un « acteur unitaire rationnel » : la diversité de ministères ou d'agences impliquées dans les projets financés du GTSR illustre le « raisonnement incohérent » dû aux microdécisions dans certains processus de sécurisation de l'aide au développement (BROWN, GRÄVINGHOLT et RADDATZ 2016, 238). D'autre part, la fusion de l'ACDI et du Ministère des Affaires étrangères en 2013 peut partiellement expliquer la décision du gouvernement canadien de ne pas poursuivre pareil projet, notamment en raison de l'incertitude relative aux nouvelles orientations du GTSR au sein du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) (AMC 2016c). Or, après avoir perdu son financement durant la période 2013-2014, ASFC a vu son appui renouvelé par le gouvernement Trudeau (2015-2020). En effet, les projets de LSDH d'ASFC ont bénéficié des programmes du GTSR et du FPSM et de leur successeur en 2016, le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP).

Rendre de nouveau visible l'engagement du Canada en Colombie et au Guatemala

Au-delà du changement de nom du MAECD pour Affaires mondiales Canada (AMC), la volonté de tracer une rupture avec le gouvernement Harper a été particulièrement visible au début du mandat du gouvernement libéral de Justin Trudeau, notamment sous le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion (2015-2017). L'ancien conseiller de Dion affirme à son sujet que « [c]omme la majorité des politiciens à Ottawa, il adhère à l'internationalisme libéral » (COULON 2018, 71). Ainsi, dans un premier temps, le Ministre Dion réfléchit à « une philosophie générale, à une éthique en mesure d'encadrer l'action gouvernementale et de la rendre acceptable pour la population et efficace dans le monde » (COULON 2018, 73). Il met en avant en mars 2016 son principe directeur de la « conviction responsable » (AMC 2016b), mais celui-ci est grandement critiqué en raison du maintien d'un contrat de vente de blindés à l'Arabie saoudite (LATRAVERSE 2016). Dans un deuxième temps, le gouvernement canadien remplace le GTSR et le FPSM par le PSOP, en août 2016, afin de donner au Canada « une voix plus forte sur la scène internationale en finançant des projets qui favorisent la promotion de la paix et de la sécurité » (GOUVERNEMENT DU CANADA 2016). Néanmoins, en dépit des changements d'images et de thématiques durant le premier mandat du gouvernement Trudeau, les intérêts du Canada en Colombie et au Guatemala s'inscrivent toujours dans le continuum sécurité, développement et justice.

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

Dans cette veine, les rapports du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes ont mis en relief des problématiques communes à ces deux pays pouvant s'arrimer à l'imaginaire internationaliste du premier mandat du gouvernement Trudeau. Dans le rapport d'octobre 2016 intitulé *Le programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité : une occasion pour le Canada de devenir un chef de file mondial*, ce comité recommande au gouvernement canadien de « chercher à renforcer considérablement l'état de droit et les systèmes judiciaires des pays fragiles et touchés par des conflits », en mettant l'accent sur « des programmes qui visent à améliorer l'accès des femmes à la justice ainsi qu'à renforcer la capacité nationale à poursuivre en justice les personnes responsables de violence sexuelle ou de violence fondée sur le sexe » (CHAMBRE DES COMMUNES CANADA 2016a). De plus, dans son rapport de décembre 2016 intitulé *Appuyer la paix et le développement à long terme au Guatemala et en Colombie*, le Comité souligne l'importance « d'appuyer les acteurs locaux, institutionnels ou individuels, qui se consacrent à renforcer la primauté du droit, à protéger les droits de la personne et à lutter contre l'impunité » (CHAMBRE DES COMMUNES CANADA 2016a). Dans cette optique, le gouvernement Trudeau a annoncé en 2016 un total de 78,4 millions de dollars en aide internationale pour la Colombie, dont 57,4 millions en aide au développement et 21 millions pour soutenir la consolidation de la paix (AMC 2017c). Afin de visibiliser son engagement en matière de paix, développement, sécurité et droits humains, le Canada a pu compter sur ASFC qui était déjà présente dans ces deux pays, collaborait avec des partenaires locaux et soutenait deux groupes en situation de vulnérabilité importants pour le gouvernement Trudeau : les autochtones et les femmes.

Appui aux droits des femmes et des autochtones sous Trudeau (2015-2019)

En prélude à la *Politique d'aide internationale féministe du Canada* (2017), le gouvernement canadien a repris sa collaboration avec ASFC. Ainsi, le gouvernement canadien finance via le GTSR/PSOP le projet « Lutte contre l'impunité face aux violences faites aux femmes et autres graves violations des droits humains au Guatemala » pour la période 2015-2016. Cet appui canadien a servi à soutenir le travail des représentants des victimes, issues des communautés autochtones du Guatemala, dans un autre cas emblématique de LSDH : le procès Sepur Zarco en 2016. Alors que l'affaire Ríos Montt (2013) a mené à la première condamnation d'un chef d'État pour génocide au sein d'une cour de son propre État, l'affaire Sepur Zarco (2016) a été le premier procès au niveau national où d'anciens commandants militaires ont été reconnus coupables de crimes contre les devoirs de l'humanité pour esclavage sexuel et domestique (PATTERSON

2016). Dans un communiqué officiel d'AMC daté du 27 février, il est indiqué que : « [l']affaire Sepur Zarco a aussi permis d'accroître la sensibilité quant à la violation systématique du droit des femmes autochtones [...] le procès servira d'exemple pour d'autres États en situation d'après-conflit ». Le communiqué d'AMC ajoute que : « [n]ous félicitons les citoyens et les institutions du Guatemala qui ont fait respecter la primauté du droit » (AMC 2016a).

L'importance de la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité a fait partie du message principal du ministre Dion lors de sa visite officielle au Guatemala le 13 octobre 2016. Selon un rapport interne d'AMC sur cette visite, la présence du directeur général d'ASFC, Pascal Paradis, auprès de la délégation canadienne : « [...] *was very useful in that it helped to reinforce the message to interlocutors in Guatemala, and interested organisations in Canada, that engaging with civil society is key to promote human rights* » (AMC 2016f). En outre, la position du Canada vis-à-vis des droits humains et du secteur minier est abordée dans ce rapport interne d'AMC :

Minister Dion's message that Canadian companies working in the mining sector should respect human rights and local laws (delivered during meetings, on social media and during his media call) resonated well with civil society interlocutors, who brought up the issue throughout the day. Canadian mining interests are dwindling in Guatemala [...] This said, allegations of human rights violations by previously Canadian-owned companies or by international companies with some Canadian tie continue to tarnish Canada's reputation in the country and can challenge our discourse on human rights. Minister Dion's message therefore helped reinforce Canada's commitment on Corporate Social Responsibility (CSR). (AMC 2016f)

Cet engagement du Canada à l'égard de la RSE et des droits humains trouve également un écho dans l'évolution de la relation canado-colombienne depuis la dernière décennie. En effet, les signataires de l'ALECCO ont pris « en considération que de telles ententes peuvent générer des tensions entre les garanties dans le domaine des droits de la personne et la promotion du commerce et de l'investissement » (TURMEL 2019, 48). Bien qu'un Accord Canada-Colombie sur les droits de la personne (ACCDP) ait été ajouté à l'ALECCO en 2010, sa portée demeure « très faible » (ROCHLIN 2015 ; TURMEL 2019, 44). Dans les faits, le gouvernement Trudeau a maintenu son engagement envers la stratégie de RSE des conservateurs de 2014, bien que plusieurs entreprises dans le secteur extractif interprètent le respect des droits humains « comme un exercice volontaire semblable aux initiatives de RSE et de développement durable »

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

(COUMANS 2017, 284). En dépit des efforts du ministre Dion pour s'éloigner de la vision manichéenne des conservateurs, la tension entre les droits humains et les intérêts économiques du Canada perdurent au sein de la PEC.

La politique d'aide internationale féministe du Canada en Amérique latine

Bien que la nouvelle ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland (2017-2019) ait priorisé « les relations avec les États-Unis et la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain » (COULON 2018, 159), d'autres projets d'ASFC cadrant avec *La politique d'aide internationale féministe du Canada* (2017) ont été financés en Colombie et au Guatemala. En Colombie, ASFC a lancé en 2017 le projet Justice transitionnelle pour les femmes (JISTRAM). Visant notamment à mener des dossiers emblématiques de LSDH devant les tribunaux colombiens, le projet JISTRAM consiste à : « renforcer la participation des groupes en situation de vulnérabilité, principalement des femmes et des filles, dans les mécanismes de justice transitionnelle prévus par l'accord de paix signé et adopté par le Congrès le 1^{er} décembre 2016 » (ASFC 2020b). Ainsi, le projet JISTRAM s'arrime aux objectifs et mécanismes du Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition (SIVJNR) tel que stipulé par « l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable », élevé au rang constitutionnel en 2017¹². Ce nouveau système de justice transitionnelle sert à juger « les guérillas ainsi que des militaires et des civils supposés avoir commis des crimes de lèse-humanité » (MARTIN 2018, 53). Par l'entremise du projet JISTRAM, ASFC souhaite donc stimuler « la participation au dialogue national des femmes et des membres des communautés autochtones et afro-colombiennes » et favoriser « l'émergence d'un modèle de justice pouvant inspirer d'autres États qui font face à des défis semblables » (ASFC 2020b). Cependant, la conjoncture post-accord a notamment été marquée par l'assassinat de centaines de leaders sociaux, la mobilisation sociale et des tentatives du président colombien Iván Duque¹³ de modifier certaines dispositions de l'accord sur la justice transitionnelle.

Du côté guatémaltèque, la justice transitionnelle a également été mise à rude épreuve en 2017-2018. En août 2017, le président du Guatemala Jimmy

¹² Le SIVJNR est notamment composé d'une Commission d'éclaircissement de la vérité (CEV), d'un Tribunal spécial pour la paix (JEP) et d'une Unité de recherche des personnes disparues (UBPD).

¹³ En mars 2019, le président Duque s'est opposé à six des 159 articles de la Loi statutaire sur la Juridiction spéciale pour la paix (JEP). En mai, la Cour constitutionnelle a rejeté ces objections et le président a dû signer la loi (AMNISTIE INTERNATIONALE 2019).

Morales a déclaré le Commissaire Iván Velásquez *persona non grata* après que la CICIG a révélé avoir ouvert une enquête sur les fonds illicites de sa campagne électorale de 2015 (KRYLOVA 2018, 99). En août 2017, un communiqué d'AMC a indiqué que le Canada était « vivement préoccupé », craignant que « la décision de renvoyer le commissaire ne nuise au mandat de la Commission et à sa capacité absolue d'enquêter sur les cas de corruption et d'impunité » (AMC 2017b). Un an plus tard, en août 2018, le président guatémaltèque annonce qu'il ne renouvèlera pas le mandat de la CICIG au-delà de septembre 2019, à la suite de quoi la ministre Freeland a exprimé sa déception et déclaré que le Canada demeure « résolu à appuyer l'état de droit et la gouvernance responsable dans le pays » (AMC 2018). À cet égard, AMC a appuyé le projet « Droits et justice pour les femmes et les filles autochtones au Guatemala » (DEMUJERES) mené conjointement par le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et ASFC pour la période 2018-2023 qui vise à : « renforcer les capacités des femmes et des filles guatémaltèques en tant qu'agentes de changement, en droite ligne avec les orientations contenues dans la Politique d'aide internationale féministe du Canada » (CECI 2019). À cela s'ajoute un autre projet concernant la traite de personne intitulé « Renforcement des capacités de répression pénale des crimes transfrontaliers commis contre les femmes, les filles et les autres personnes en situation de vulnérabilité dans le Triangle du Nord de l'Amérique centrale » pour la période 2018-2021.

Tout compte fait, ce survol de la PEC vis-à-vis de la Colombie et du Guatemala fait ressortir le caractère contradictoire des politiques « altruistes » menées dans deux pays avec des intérêts canadiens dans le secteur extractif. D'une part, le gouvernement canadien réitère son soutien aux diverses initiatives de RSE, dont nous avons démontré que la mise en œuvre par les compagnies présente des lacunes quant à la protection effective des droits des populations autochtones, paysannes et afro-descendantes. D'autre part, ces mêmes communautés sont les principaux bénéficiaires des projets liés à la politique d'aide canadienne. Cette contradiction se retrouve notamment exprimée dans la nouvelle version, publiée en 2019, du document de 2016 *Voix à risque : Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne*, qui vise à offrir des conseils pratiques aux diplomates canadiens afin d'appuyer les défenseurs de droits humains. En effet, sans créer d'obligations contraignantes pour les entreprises, ces lignes directrices « réitèrent également les attentes du gouvernement du Canada à l'égard des entreprises canadiennes qui exercent des activités à l'étranger, à savoir qu'elles ont la responsabilité de respecter les droits de la personne » (AMC 2019b).

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

Conclusion

Si la fin de l'ère Harper (2006-2015) a laissé entrevoir des « voies ensoleillées » au Canada et en Amérique latine, le présent article a démontré que les politiques de droits humains lors du premier mandat de Justin Trudeau (2015-2019) se sont plutôt inscrites dans la continuité de l'internationalisme réaliste dans la région (ANZUETO 2014 ; TURMEL 2019). Justin Trudeau a promis aux électeurs en 2015 que son gouvernement agirait davantage que les conservateurs pour améliorer le bilan des entreprises canadiennes opérant à l'étranger. Toutefois, la création d'un ombudsman canadien pour la responsabilité des entreprises n'a été annoncée qu'en janvier 2018, sans nécessairement lui accorder tous les pouvoirs nécessaires¹⁴. C'est ainsi que la notion d'internationalisme réaliste apparaît comme un prisme interprétatif pertinent pour saisir les contradictions entre les intérêts et principes du Canada à l'intersection des droits humains, du développement et de la promotion de l'économie canadienne.

De l'engagement envers la RSE à la promotion de la « conviction responsable », les objectifs du Canada en Amérique latine répondent souvent à des objectifs discordants, là où les intérêts miniers sont importants et les violations de droits humains prédominent encore. Par ailleurs, l'altruisme intéressé du Canada en Colombie et au Guatemala, en particulier autour de la promotion de l'État de droit, a permis de financer du LSDH, outil utilisé par les victimes, survivants, militants des droits humains et ONG un peu partout dans le monde (DUFFY 2018). Toutefois, même si les groupes en situation de vulnérabilité en Colombie et au Guatemala ont souffert à la fois de la guerre et des effets de l'extractivisme, les projets de LSDH appuyés par le Canada visent essentiellement les victimes des conflits armés internes. Considérant les limites de la RSE pour la protection des droits humains (COUMANS 2017), il sera intéressant d'analyser la cohabitation de cette stratégie du Canada avec les projets de LSDH. En effet, les politiques canadiennes de développement doivent être analysées sous le prisme de la cohérence éthique pour vérifier qu'elles ne causent pas davantage de préjudices aux bénéficiaires de l'aide canadienne (CAMERON 2016).

¹⁴ Avant la nomination de Sheri Meyerhoffer en avril 2019 comme première ombudsman canadienne de la responsabilité des entreprises, le gouvernement Harper avait successivement nommé Marketa Evans (2009-2013) comme Conseillère en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive et Jeffery Davidson (2015-2018) à la tête du Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive.

MARC-ANDRÉ ANZUETO

Au-delà de l'Amérique latine, l'internationalisme réaliste peut donc s'avérer utile pour comprendre l'action canadienne et ses limites dans le champ du développement international. En effet, l'importance des enjeux éthiques, sécuritaires et économiques dans les objectifs du Canada au Guatemala et en Colombie, ressemble à « [l']incohérence constante » de la PEC en Afrique (BLACK 2015). À cet égard, la réflexion de Black sur la perception du rôle du Canada sur l'aide au développement, les opérations de paix, et l'impact du secteur extractif en Afrique s'articule bien avec les problématiques analysées dans le contexte latino-américain.

En somme, alors que le gouvernement actuel essuie de vives critiques selon lesquelles « [l]es mots et les images ne peuvent remplacer les idées et les actions » (COULON 2018 :230), l'internationalisme réaliste s'avère un outil conceptuel utile pour analyser le décalage perçu entre le discours et la conduite du Canada sous l'ère Trudeau. C'est ainsi que cette notion permet de mieux saisir le difficile équilibre entre les intérêts nationaux et la promotion d'un certain altruisme souhaité par les différents gouvernements canadiens de Pierre Elliott Trudeau à Stephen Harper (ANZUETO 2014). Et désormais, de Stephen Harper à Justin Trudeau.

Références

AMBASSADE DU CANADA AU GUATEMALA. 2020. « Relations Canada-Guatemala », mai 2018. https://www.canadainternational.gc.ca/guatemala/bilateral_relations_bilaterales/canada_guatemala.aspx?lang=fra

AMBASSADE DU CANADA EN COLOMBIE. 2020. « Relations diplomatiques et représentation officielle ». https://www.canadainternational.gc.ca/colombia-colombie/bilateral_relations_bilaterales/index.aspx?lang=fra

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA) 2017a. « Primauté du droit », 5 juin. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/rule_law-primaute_droit.aspx?lang=fra

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA) 2017b. « Le Canada est vivement préoccupé par la décision de renvoyer le commissaire de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala », 28 août. https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/08/le_canada_est_vivementpreoccupeparladecisionderenvoyerlecommissa.html

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA) 2017c. « Le Canada réaffirme son soutien à la Colombie », 31 octobre. https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/10/le_canada_reaffirmesonoutienalacolombie.html

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2011. « Évaluation du fonds pour la paix et la sécurité mondiales ». https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2011/gpsf_fpsm11.aspx?lang=fra

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016a. « Le Canada accueille favorablement le verdict dans le procès Sepur Zarco au Guatemala », 27 février. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/02/le-canada-accueille-favorablement-le-verdict-dans-le-proccs-sepur-zarco-au-guatemala.html>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016b. « Discours du ministre Dion à la Conférence internationale Le Canada sur la scène internationale : Nouveaux défis, nouvelles approches », 29 mars. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/04/discours-du-ministre-dion-a-la-conference-internationale-le-canada-sur-la-sccne-internationale-nouveaux-defis-nouvelles-approches.html>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016c. « Évaluation groupe de travail pour la Stabilisation et la reconstruction (GTSR) et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiale (FPSM) », septembre. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2018/start-gpsf.aspx?lang=fra>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016d. « Le Canada appuie tous les efforts de paix en Colombie », 3 octobre. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/10/canada-appuie-tous-efforts-paix-colombie.html>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016e. « Le ministre Dion se rendra au Mexique, au Guatemala et au Honduras », 10 octobre. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/10/ministre-dion-rendra-mexique-guatemala-honduras.html>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2016f. Rapport interne. Demande d'accès à l'information et protection des renseignements personnels d'AMC A-2016-01547 sur la visite du Ministre Dion au Guatemala et à Tegucigalpa en octobre 2016.

MARC-ANDRÉ ANZUETO

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2018. « Le Canada est déçu de la décision de ne pas renouveler la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala », 1^{er} septembre. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2018/09/le-canada-est-decu-de-la-decision-de-ne-pas-renouveler-la-commission-internationale-contre-limpunite-au-guatemala.html>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2019a. « Le modèle d'affaires canadien : Stratégie de promotion de la responsabilité sociale des entreprises pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger ». <https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=fra>

AMC (AFFAIRES MONDIALES CANADA). 2019b. « Voix à risque : Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne ». https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/issues_developpement-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/rights_defenders-guide-defenseurs_droits_fr.pdf?ga=2.84395679.740092929.1592064558-151390869.1591800572

AMNISTIE INTERNATIONALE. 2019. *Les droits humains dans les Amériques*. Rapport annuel. https://amnistie.ca/sites/default/files/upload/documents/publications/2019_rapport_ameriques.pdf

ANZUETO, M-A. 2012. « À La Croisée de la Paix et de la Justice : La Cicig une Avancée dans la Lutte contre l'Impunité ». *Revue Québécoise de Droit International* 25 : 1-36.

ANZUETO, M-A. 2014. « De Trudeau à Harper : l'internationalisme réaliste en Amérique latine ? » *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (1) : 50-60.

ANZUETO, M-A. 2017. « Regards croisés en situation post-conflit : les cas du Guatemala et de la Colombie », *Bulletin FrancoPaix* 2 (6). https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2017/06/Bulletin-Francopaix-vol-2_no-6.pdf

ASFC (Avocats sans frontières Canada). 2012. « Avocats sans frontières Canada salue la décision de la Cour interaméricaine dans l'Affaire Rio Negro c. Guatemala ». <https://www.lwbcanada.org/en/medias/nouvelles/avocats-sans-frontieres-canada-salue-la-decision-de-la-cour-interamericaine-dans-l-affaire-rio-negro-c-guatemala/>

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTON
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

ASFC (Avocats sans frontières Canada). 2016. « Le procès Sepur Zarco. Un cas emblématique pour la justice des femmes autochtones victimes de violences durant le conflit armé interne ». https://www.asfcanda.ca/uploads/publications/uploaded_rapport-sepur-zarco-asf-lowres-1-pdf-113.pdf

ASFC (Avocats sans frontières Canada). 2020a. « Cas emblématiques ». <https://www.asfcanda.ca/projet/resultats-emblematisques/>

ASFC (Avocats sans frontières Canada). 2020b. « Projets en cours » <https://www.asfcanda.ca/projet/projets-en-cours/colombie/>

AUDET, François, Marie-Eve DESROSIERS, and Stéphane ROUSSEL, dirs. 2008. *L'aide canadienne au développement : bilan, défis et perspectives*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

AVILÉS, William et Leila CELIS. 2017. "Democracy, Repression, and the Defense of Human Rights." *Latin American Perspectives* 44 (5): 4-12.

BARANYI, S. 2014. "Canada and the security-development nexus in Haiti: the dark side or changing shades of gray?" *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (2):163-175.

BLACK, David R. 2015. *Canada and Africa in the new millennium: the politics of consistent inconsistency*. Waterloo: Wilfrid Laurier University Press.

BLACK, David R. 2016. "Humane internationalism and the malaise of Canadian aid policy". In *Rethinking Canadian Aid*, edited by Stephen Brown, Molly den Heyer and David R. Black, 17-35. Ottawa: University of Ottawa Press.

BROWN Stephen, Molly den HEYER and David R. BLACK, eds. 2016. *Rethinking Canadian Aid*. Ottawa: University of Ottawa Press.

BROWN, Stephen, J. GRÄVINGHOLT and R. RADDATZ. 2016. "The Securitization of Foreign Aid: Trends, Explanations and Prospects." In *The Securitization of Foreign Aid*, edited by Stephen Brown and Jörn Grävingholt, 237-255. London: Palgrave Macmillan.

Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). 2019. « Demujeres : Pour les droits des femmes et des filles autochtones au Guatemala ». <https://ceci.ca/fr/nouvelles-evenements/demujeres-pour-les-droits-des-femmes-et-des-filles-autochtones-au-guatemala>

MARC-ANDRÉ ANZUETO

CHAMBRE DES COMMUNES CANADA. 2016a. *Le programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité : une occasion pour le Canada de devenir un chef de file mondial*. Rapport du comité permanent des affaires étrangères et du développement international, octobre. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FAAE/Reports/RP8433298/faaerp03/faaerp03-f.pdf>

CHAMBRE DES COMMUNES CANADA. 2016b. *Appuyer la paix et le développement à long terme au Guatemala et en Colombie*. Rapport du comité permanent des affaires étrangères et du développement international, décembre. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FAAE/Reports/RP8649349/faaerp05/faaerp05-f.pdf>

CHAPNICK, Adam. 2016. "Refashioning Humane Internationalism in Twenty-First-Century Canada". In *Rethinking Canadian Aid*, edited by Stephen Brown, Molly den Heyer and David R. Black, 37-53. Ottawa: University of Ottawa Press.

COPELAND, D. 2013. "Once were diplomats: can Canadian internationalism be rekindled?" In *Canada in the world: Internationalism in Canadian foreign policy*, edited by Heather A Smith and Claire Turenne-Sjolander, 125-144. Oxford: Oxford University Press.

COULON, Jocelyn 2018b. « Où donc le Canada est-il de retour dans le monde ? » *Canadian Foreign Policy Journal* 24 (2) : 238-242.

COULON, Jocelyn. 2018a. *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*. Montréal : Québec Amérique.

COUMANS, C. 2017. "Do no harm? Mining industry responses to the responsibility to respect human rights." *Canadian Journal of Development Studies* 38 (2), 272-290.

DESLONGCHAMPS, Hugo. 2019. « L'émergence du néo-continentalisme dans la politique du Canada à l'égard des Amériques ». *Études internationales* 50 (1) : 69-93.

DORION-SOULIÉ, Manuel. 2014. « Introduction : Les idées mènent le Canada : l'idéologie néoconservatrice en politique étrangère canadienne », *Études internationales* 45 (4) : 507-529.

DROUIN, Marc. 2017. « Le Guatemala vingt ans après la signature des Accords de paix ». Fiche de Solidarité Laurentides Amérique centrale SLAM. <http://slamlaurentides.org/wp-content/uploads/Le-Guatemala-à-vingt-ans-des-Accords-de-paix-vf.pdf>

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

DUFFY, Helen. 2018. *Strategic human rights litigation: Understanding and maximising impact*. London: Boomsbury Publishing.

GECELOVSKY, Paul. 2019. "From humane to responsible: Stephen Harper, narrative and Canadian foreign policy." *Canadian Foreign Policy Journal* 26 (3): 1-17.

GOUVERNEMENT DU CANADA. 2016. « Document d'information – Programmes pour la stabilisation et les opérations de paix ». <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/08/document-d-information-programme-pour-la-stabilisation-et-les-operations-de-paix.html>

GOUVERNEMENT DU CANADA. 2017. Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du Commerce international intitulé *Appuyer la paix et le développement à long terme au Guatemala et en Colombie* (2016). https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FAAE/GovResponse/RP8848180/421_FAAE_Rpt05_GR/421_FAAE_Rpt05_GR-f.pdf

GOUVERNEMENT DU CANADA. 2020. « Le Canada et l'Amérique latine et les Caraïbes ». https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/latin_america-amerique_latine/index.aspx?lang=fra

IMAI, S., GARDNER, L., and WEINBERGER, S. 2017. "The 'Canada Brand': Violence and Canadian Mining Companies in Latin America." *Osgoode Legal Studies Research Paper* 17.

JEANGÈNE VILMER, Jean-Baptiste. 2013. « Pour un réalisme libéral en relations internationales ». *Commentaire* 141 : 13-20.

KRYLOVA, Yulia. 2018. "Outsourcing the Fight against Corruption: Lessons from the International Commission against Impunity in Guatemala." *Global Policy* 9 (1): 95-101.

LATRAVERSE, Emmanuelle. 2016. « Quelle 'conviction responsable' face à l'Arabie saoudite ? », 30 mars. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/773190/stephane-dion-arabie-saoudite-conviction-responsable-trudeau>

MARC-ANDRÉ ANZUETO

LEFRANC, Sandrine. 2009. « La professionnalisation d'un militantisme réformateur du droit : l'invention de la justice transitionnelle ». *Droit et société* 3 : 561-589.

MACE, G., THÉRIEN, J. P., & GAGNÉ, S. 2012. "Canada and the security of the Americas: between old threats and new challenges." *International Journal* 67 (3): 603-622.

MARTIN, Gérard. 2018. « La Colombie entre post-accord et post-conflit ». *Herodote* 4 : 45-66.

MASSIE, Justin. 2013. *Francosphère : l'importance de la France dans la culture stratégique du Canada*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

MCKENNA, P. 2018. "Canada and Latin America: 150 years later." *Canadian Foreign Policy Journal* 24 (1): 18-38.

MCKERCHER, ASA. 2018. "Reason over passion: Pierre Trudeau, human rights, and Canadian foreign policy." *International Journal* 73 (1): 129-145.

NIMIJEAN, Richard. 2018. "Introduction: Is Canada back? Brand Canada in a turbulent world." *Canadian Foreign Policy Journal* 24 (2): 127-138.

NOËL, Alain, Jean-Philippe THÉRIEN et Sébastien DALLAIRE. 2008. « Les Canadiens et l'aide au développement : un internationalisme à deux vitesses ». Dans *L'aide canadienne au développement*, dirigé par François Audet, Marie-Ève Desrosiers et Stéphane Roussel, 141-168. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

OBSERVATORIO DE MEMORIA Y CONFLICTO. (2018). « Infografías ». <http://centrodememoriahistorica.gov.co/observatorio/infografias>

PETRASEK, D and R. TIESSEN. 2016. "The shaping of a conservative human rights policy in the Harper era." In *The Harper era in Canadian foreign policy: Parliament, Politics, and Canada's global posture*, edited by Adam Chapnick and Christopher Kukucha, 181-194. Vancouver: University of British Columbia Press.

PRATT, C., ed. 1990. *Middle power internationalism. The North-South dimension*. Kingston: McGill-Queen's University Press.

RANDALL, Stephen J. and DOWDING, Jillian. 2008. "Canada, Latin America, Colombia, and the evolving policy agenda." *Canadian Foreign Policy Journal* 14 (3): 29-46.

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À LA CONVICTION
RESPONSABLE : LES POLITIQUES CANADIENNES DE DROITS HUMAINS EN
COLOMBIE ET AU GUATEMALA (2015-2019)

RESSOURCES NATURELLES CANADA. 2018. « Responsabilité sociale des entreprises ». <https://www.rncan.gc.ca/mines-materiaux/mines/developpement-durable-des-ressources-minerales/responsabilite-sociale-des-entreprises/18694>

ROCHLIN, James, ed. 2015. *Profits, security, and human rights in developing countries: Global lessons from Canada's extractive sector in Colombia*. New York: Routledge.

ROY GRÉGOIRE, E. 2019. "Dialogue as racism? The promotion of "Canadian dialogue" in Guatemala's extractive sector." *The Extractive Industries and Society* 6 (3): 688-701.

ROY GRÉGOIRE, Etienne and MONZÓN, Luz Marina. 2017. "Institutionalising CSR in Colombia's extractive sector: disciplining society, destabilising enforcement?" *Canadian Journal of Development Studies* 38 (2): 253-271.

STUDNICKI-GIZBERT, Daviken. 2016. "Canadian mining in Latin America 1990 to present: a provisional history." *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 41 (1): 95-113.

THÉRIEN, J.-P. 2001. « Un demi-siècle d'aide au développement ». *Lien social et Politiques* 45 : 89–103

TIJERINA, Stefano. 2012. "One Cinderblock at a Time: Historiography of Canadian-Latin American and Canadian-Colombian Relations." *Desafíos* 24 (1): 275-292.

TURMEL, Gabriel. 2019. « Les considérations canadiennes dans la signature de l'ALECCO : étude de cas et analyse juridique comparative 1970-2008 ». Essai de maîtrise, Hautes études internationales, Université Laval, 83p.

WEISBART, C. 2018. "Diplomacy at a Canadian Mine Site in Guatemala." *Critical Criminology* 26 (4): 473-489.

WOOD, B., R. WARDEN, and S. GOMEZ. 2014. "Guatemala: Canada must break its silence." *Embassy*, January 10. <http://www.embassynews.ca/2014/01/10/guatemala-canada-must-break-its-silence/45005>